Chômeurs : offre déraisonnable

mercredi 8 octobre 2008, par [MALDINI Lucas](#) (Date de rédaction antérieure : 24 septembre 2008).

La mise en application des offres raisonnables d'emploi vise à abaisser les salaires et les conditions de travail de tous les salariés.

Les critères de l'offre raisonnable d'emploi (ORE), s'appliquant prochainement aux personnes privées d'emploi, ont été adoptés cet été, selon le principe : « *Plus on est au chômage depuis longtemps, plus on doit accepter un salaire au rabais.* » Entrant en vigueur le 1^{er} octobre, le décret d'application précise les modalités de mise en œuvre, les sanctions encourues en cas de refus et les possibilités de recours.

L'offre est définie lors du premier entretien d'inscription, et les critères - distance au domicile et pourcentage du dernier salaire - s'appliquent au bout de trois mois. Au bout d'un an, un chômeur ne pourra pas refuser plus de deux offres, à partir du moment où la rémunération proposée équivaut à l'allocation-chômage. En cas de refus, le chômeur sera radié des listes pendant deux mois (contre quinze jours actuellement). Concrètement, le chômeur ne touchera plus aucune indemnisation pendant deux mois ! Officiellement, on pourra refuser un boulot à temps partiel, sauf que, par exemple, le refus d'un « contrat aidé » à temps partiel, du type contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) ou contrat d'avenir, est un motif de radiation.

L'objectif est connu : tirer vers le bas les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des salariés. Petit problème, pour qu'il y ait des « offres raisonnables », il faut des offres ! Or, la crise frappe, en particulier dans le bâtiment, l'un des secteurs où le gouvernement veut envoyer les chômeurs. Les constructions de logements sont en baisse et la FFB (la fédération patronale) prévoit des licenciements, comme c'est déjà le cas en Espagne.

Un autre aspect de ce décret est la chasse aux étrangers. Il permettra à l'ANPE-Assedic de vérifier les papiers grâce à un arrêté fixant la « *liste des documents permettant au demandeur d'emploi de justifier de son identité* ». Le gouvernement réintroduit une disposition, gelée pour l'instant, visant à transformer les agents du service public de l'emploi en contrôleurs de sans-papiers.

La riposte a du mal à se mettre en place. En juin, les associations de chômeurs ont lancé un appel pour le retrait de l'ORE. Une réunion est prévue le 25 septembre, à l'appel d'AC !, Agir contre le chômage. Mais, comme au moment de la lutte contre la fusion de l'ANPE et de l'Unedic, les confédérations ne mobilisent pas sur la question. Certaines fédérations syndicales dénoncent l'ORE, mais aucune action n'est prévue. Toutes les organisations syndicales sont occupées par les innombrables réunions avec la direction de la future institution, censée être mise en place au 1^{er} janvier prochain. Et les salariés des deux organismes encore existants sont préoccupés (à juste titre) par les conséquences de cette fusion sur leurs conditions de travail, sans avoir vraiment conscience de l'ampleur de l'attaque que représente cette offre « raisonnable ».

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2267, 25/09/2008.